

5èmes Journées nationales de France urbaine

Reims, 22 et 23 septembre 2022

Jeudi 22 septembre 2022 – 16h00-17h30

Atelier n° 7 : achat public / le pouvoir transformationnel de l'achat public sur les modèles économiques

Responsables France urbaine : Delphine Bourdin / Christophe Amoretti-Hannequin / Céline Colucci

Intervenants : (sous réserve de confirmation)

- **Centre des jeunes dirigeants (CJD)**
- **Institut du Numérique Responsable (INR) / Les interconnectés ?**
- **Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC) ?**
- **Médiation des Entreprises ?**
- **Elu•e rémois•e ?**

Problématique :

Loi anti-gaspillage et économie circulaire (2020), loi sur la réduction de l'empreinte environnementale du numérique (2021), loi climat et résilience (2021), plan national pour des achats durables (2022) : les nouveaux cadres législatifs ou réglementaires fixant des objectifs ambitieux pour la commande publique se succèdent, et consacrent son rôle pivot et stratégique au service des transformations économiques, visibles dans les territoires. Les achats publics ne visent plus seulement à satisfaire un besoin, mais doivent désormais contribuer à favoriser l'émergence et l'amplification d'une nouvelle offre en ligne avec les objectifs environnementaux et sociaux. C'est un renversement de paradigme, qui impose une relation renouvelée avec les acteurs économiques.

Comment les opérateurs économiques se préparent-ils à ces échéances (2026 pour Climat et résilience), et comment les collectivités peuvent accompagner la structuration d'une nouvelle offre en adéquation avec leurs besoins en tant qu'acheteurs publics et l'exigence environnementale et sociale ? Un premier bilan peut-il être tiré de l'entrée en application de l'article 58 de la loi AGEC ? Peut-il constituer un tremplin pour accélérer et anticiper les échéances à venir ?

Déroulé :

L'atelier sera divisé en 4 séquences réparties comme suit :

1. A la lumière du premier bilan d'AGEC, l'offre est-elle suffisante, adaptée, assiste-t-on à des reconfigurations locales de l'offre (réemploi, incorporation de matières recyclées) ? CJDD + témoignage d'une collectivité
2. Quels impacts de la loi NEC de 2021 sur les achats IT et l'offre territoriale en matière de numérique (Institut du Numérique Responsable)



3. Quel accompagnement de l'État pour maximiser les effets des textes récents (Médiation des entreprises) ?
4. Retour d'expérience et vision d'une collectivité